

“La République des cantaliens (1848-1851)” (1)

Nous avons suivi dans le précédent numéro les Républicains de l'Aveyron et plus particulièrement ceux de Villefranche-de-Rouergue face au coup d'Etat de Louis-Napoléon Bonaparte. Bernard Vandepas s'est également intéressé aux Républicains du département d'à-côté, le Cantal et avait organisé un colloque en 1999 à Aurillac sur le thème de la fidélité républicaine et le monde rural. Il revient ici sur son intervention lors de cette rencontre et nous résume les principales communications des historiens spécialistes de cette époque.

Pourquoi avoir choisi comme lieu de ce colloque le Cantal et plus particulièrement Aurillac ? En dehors de liens affectifs qui me sont propres, ce colloque démontre que dans le département du Cantal et à Aurillac, il se passe quelque chose. Il prouve également que les Cantaliens ne sont pas en dehors des événements nationaux que ce soit aujourd'hui comme hier.

Je me permettrai donc dans le cadre de cet article, de montrer les spécificités du département du Cantal. Pour cela, je ne m'intéresserai pas seulement aux républicains qui se sont dressés contre le coup d'Etat du deux décembre 1851, car j'estime que ce serait injuste.

Il est nécessaire de souligner que cette République est multiple. Les républicains du monde rural peuvent être “rouges”, mais également “bleus” ou s'en approchant comme dans le département du Cantal, voire des républicains conservateurs.

Donc malgré des divergences sur la forme que doit prendre la République, tous semblent d'accord sur un fait : la République et le monde rural ne doivent faire qu'un sur l'essentiel. Même si l'essentiel n'a pas le même contenu pour les uns ou que les autres. En d'autres termes, faire une “République des paysans”.

C'est pourquoi je me suis penché avec Jean Pierre Serre mon fidèle ami sur “la République des cantaliens”.

Cloches et tambour

L'annonce de la révolution de février et de la formation du gouvernement provisoire républicain est rapidement connue à Aurillac. Les maires, prévenus par des informations personnelles ou la circulaire préfectorale du 1^{er} mars, annoncent, sans délai, la nouvelle aux populations (2). La municipalité de Laroquebrou, le 12 mars, est enthousiaste (3) : “L'impulsion donnée par le peuple de Paris a, de tous temps, été suivie par le reste de la Patrie avec un admirable ensemble”. Le 16 mars, J. Salarnier, commissaire du gouvernement, originaire d'Aurillac, fait connaître le programme politique qu'il entend appliquer :

légitimer le nouveau régime, propager l'éducation, baisser les impôts pour préparer la victoire des républicains aux législatives. Comme en 1830 (4), l'administration locale est épurée de ses éléments les plus réfractaires.

Les républicains cantaliens s'organisent en clubs comme à Aurillac, Maurs et Saint-Mamet où ils affirment “instruire les citoyens de leurs droits par la lecture, les commentaires des journaux et par le développement des vérités publiques” (5).

La rapidité du changement politique imposé par Paris n'empêche pas une certaine adhésion provinciale à l'idée d'unité nationale. A. Delzons, républicain modéré, l'exprime ainsi : “Serrons-nous autour de ce drapeau, auprès de lui déposons nos ressentiments et nos haines, oublions nos discussions d'autrefois et nos luttes d'hier, qu'il n'y ait plus ni légitimistes, ni monarchistes, mais des citoyens”.

Nous trouvons à Marmanhac tous les éléments constitutifs de l'idéal de concorde nationale autour de la République fraternelle, sentiment premier de ce bref moment historique : “Au point du jour les cloches sonnaient à toute volée pour annoncer à nos cultivateurs, si pieux et si bons patriotes, la cérémonie en l'honneur des victimes de février. Le Conseil Municipal, précédé des couleurs républicaines, s'y rendit en corps entier entre les rangs de la Garde Nationale. Après la cérémonie une quête a eu lieu pour les blessés et les parents des victimes. Le cortège est entré à la mairie et la République Française a été proclamée au milieu des bravos et des salves d'applaudissements de toute la population confiante dans un meilleur avenir” (6).

Au symbolisme chrétien des cloches se mêle le tambour républicain de la Garde Nationale à Arpajon ou Polmihac : “Le Conseil Municipal s'est rendu à l'église, précédé du drapeau, au son du tambour... L'arbre de la liberté s'est élevé dans les airs au son du tambour et des cloches au milieu des acclamations.” (7)

Ce très singulier, et momentané, sentiment d'appartenance à une communauté, transcendant différences sociales et divergences d'opinion, culmine lors des législatives d'avril. La participation est seulement assez forte (8) – 71,5% – qui montre plus la difficulté du

vote pour les émigrants (9) ou les ouvriers agricoles qu'un refus du mode de scrutin est à noter.

A l'image des habitants de la Manche que décrit Tocqueville, les Cantaliens “étaient fidèles au rendez-vous, symétriquement rangés sur deux files, derrière leurs drapeaux respectifs. Leurs bâtons ferrés avaient l'air martial d'un soldat armé d'un fusil et suivaient la cadence militaire au son du tambour et de la trompette ; tous se découvraient avec vénération devant les arbres de la liberté qu'ils trouvaient sur leur passage et qu'ils saluaient du cri de Vive la République”. Nous rejoignons l'analyse de R. Huard (10) qualifiant ce premier vote “de plus collectif qu'individuel” comme le montrent les résultats au niveau local.

La menace du peuple de Paris

Malgré cette concorde apparente et cette solidarité proclamée, certains républicains très modérés, dès avril, pressentent la rupture à venir. C'est le cas du docteur Rampon qui analyse un avenir proche : “L'attitude du peuple de Paris est menaçante et ne pas nommer une chambre selon les vœux de la Nation c'est attirer l'anarchie. Il n'est plus de moyen transitoire pour arriver à la tranquillité publique. Une seule voie restera ouverte : elle nous conduira dans un gouffre aux plus grands malheurs qui puissent arriver, à la guerre civile” (11).

Les événements parisiens de mai font voler en éclats l'unanimité cantalienne. Le soulèvement ouvrier de juin, dans lequel sont pris un peu plus d'une centaine d'émigrés cantaliens (12), non seulement ne reçoit aucun soutien dans le département mais mobilise, au moins verbalement, les Gardes-Nationaux d'Aurillac ou de Maurs. Désormais la bipolarisation politique est acquise entre un groupe conservateur dont le principal animateur, de Parieu, met toujours en avant l'argument du risque d'un retour à 1793, et un ensemble plus progressiste où dominent les démocrates-socialistes emmenés par P. Durieu.

Dorénavant chaque élection peut, et doit, être déchiffrée à l'aune de cette division.

L'élection présidentielle, marquée par un calme parfait (13) et une nouvelle chute du nombre des votants, est d'une explication toujours difficile (14) même si le Cantal manifeste une certaine réticence à la candidature de Louis-Napoléon symbolisée par la victoire des opposants dans les cantons de Maurs et d'Aurillac nord.

Les élections de mai se déroulent dans le calme, rassemblant moins de votants (45 % d'abstentions) que les précédentes, à l'image du pays (15). Les changements dans le Cantal sont importants. Le vote "encadré" de 1848 est ici bien moindre, comme le prouve la baisse des scores des notables dans leurs cantons. De Parieu, dans le très conservateur canton de Laroquebrou, passe de 96 % des votants à 77 % ; Durieu, dans celui de Mauriac, ne recueille plus que 56 % des suffrages contre 76 % antérieurement. Les démocrates-socialistes gagnent les élections (16) même s'ils ont proportionnellement moins de voix que les conservateurs.

La pensée républicaine

La politisation est évidente ce qui "épouvanta les conservateurs. D'abord on retint que ces rouges avaient été élus non point par surprise, dans l'euphorie d'avril 1848, mais si l'on peut dire, consciemment, après un an d'expérience et de lutte, malgré juin et malgré décembre (17)". Cette politisation s'appuie sur des difficultés sociales, comme le rappelle, en justificatif de l'échec des conservateurs, le maire d'Aurillac, père du député de Parieu (18): "La misère des sans travail, le mécontentement des petits boutiquiers, dont le comportement politique est conséquence de la situation qu'il leur est faite par la fiscalité..." Ceci rejoint une certaine agitation sociale perceptible dès les événements de février. Un mouvement archaïque et collectif d'occupation de communaux se déroule, avec violences, à Brezon (19), opposant les paysans à la famille Duplessis-Châtillon, voulant renouer avec les droits qui furent les leurs lors de la révolution de 1789 et confisqués en 1814. Le 17 mars 1848 le préfet Salarnier est informé "que quelques ennemis de l'ordre et de la république avaient formé le projet coupable de se porter dimanche, après la plantation de l'arbre de la liberté, au château de la Mothe avec des intentions malveillantes". L'affaire s'arrange sans l'intervention de la force armée. C'est, à une échelle bien moindre, l'amorce du phénomène des "Illuminations arpajonnaises" qui, dans la même région au prin-

temps de 1792, porte la dévastation dans nombre de châteaux (20).

C'est en réaction aux événements parisiens de mai-juin 1848, lorsque chacun choisit son camp, qu'une certaine tradition républicaine, estompée par la Restauration et la Monarchie de Juillet, réapparait.

On observe également l'existence d'une tradition montagnarde dans le Cantal, "minoritaire mais agissante". Il est également important de noter l'apparition d'un clivage droite-gauche en 1849 et l'élection aux législatives de cette année-là d'une majorité de députés de gauche, en plein fief conservateur. Cela s'explique par une politisation, la division de la droite et aussi le mode de scrutin d'alors.

Mais il existe aussi une culture républicaine héritée de la Révolution de 1789 et de la première République et ressurgie en 1848. On constate une transmission de la pensée républicaine de génération en génération et de "pays" en "pays". L'exemple de la Châtaigneraie est caractéristique (région de Maurs).

Cependant, nous reconnaissons que si une partie des cantaliens ont adhéré à la République avec sincérité, une autre partie s'est ralliée par "opportunisme carriériste".

Des exemples

L'objet du colloque a donc été de commémorer le 150^{ème} anniversaire de la Seconde République en faisant le point sur les recherches et les préoccupations des dix-neuviémistes. Ce colloque concerne cette France des communautés rurales ou semi-urbaine, fidèle à la République.

C'est pourquoi le cadre chronologique des communications ne peut être très vaste : 1848-1851, voire 1852, pour mieux appréhender le coup d'Etat de Louis-Napoléon Bonaparte en province.

Le cadre géographique est celui de l'ensemble de la France. Il ne se limite donc pas à cette France traditionnellement républicaine du Midi. Ainsi ce cadre ouvre des perspectives diverses sur cette France montagnarde dont le département du Cantal est un des éléments les plus représentatifs.

Des exemples géographiques (Allier, Ain, Ardèche, Cantal, Cher, Corrèze, le Valois, la Bourgogne...), l'étude de groupes d'hommes (étude des intermédiaires et médiateurs des luttes républicaines dans les campagnes), ou d'individus (Dupuy Granval du Cantal...), peuvent nous éclairer sur ces fidélités républicaines, même si elles sont minoritaires dans leur espace géographique d'origine.

La question de la fidélité républicaine et du monde rural comprend ici trois entrées :

La Montagne, ou des Montagnards ?
Acculturation et fidélités.
Médiations.

Quelques thèmes généraux sont abordés par l'ensemble des communications :

République et communautés rurales, une culture républicaine rurale, le poids des traditions, les élites républicaines dans le monde rural, paysannerie et vote républicain, le conservatisme républicain dans la société rurale, le rôle des familles républicaines.

Démocrates socialistes

Pierre Lévêque (université de Dijon) nous présente les "Militants montagnards dans les campagnes bourguignonnes" :

"Les archives de la répression (celle du parti de l'ordre et celle des commissions mixtes) permettent une approche sociologique du groupe des démocrates socialistes qui, par leur action militante, ont assuré le rayonnement des idées républicaines en milieu rural.

Ils sont divers par leur statut social (quelques-uns sont des notables), la profession qu'ils exercent, leur lieu de résidence (urbain, semi-urbain ou villageois). Toutefois, le militant type appartient aux classes moyennes et habite un bourg ou une petite ville.

L'ampleur, la profondeur, la durée de leur influence dépendent très étroitement de la structure sociale et des mentalités collectives préexistantes des régions rurales qui sont le cadre de leur action".

Risposte populaire

Raymond Huard (université de Montpellier 3) intervient sur : "Républicanisme rural et riposte au coup d'Etat de 1851, enquête sur la diversité des comportements républicains".

"La riposte populaire au coup d'Etat louis-napoléonien de 1851 n'a concerné qu'une petite partie de la France (principalement celle du Sud-Est et une petite partie de celle du Sud-Ouest). De même, elle est loin de toucher toutes les zones où s'était affirmé un républicanisme rural. Ces différences d'implantation ont attiré très tôt l'attention des historiens du coup d'Etat (Eugène Tenot en premier lieu dès le milieu des années 1860). Elles ont été précisées par des recherches plus contemporaines (P. Vigier, M. Agulhon, J. Merriman, A. Corbin, Ted Margadant, Peter Mc Phee, Peter Jones, M. Vigreux etc...). Depuis l'origine, diverses

explications ont été avancées pour rendre compte, soit de la puissance de l'insurrection, soit de son inexistence ou de son ampleur très limitée. Parmi les premières on rangera la profondeur du malaise social, le ressentiment populaire devant une politique de réaction locale obsédante, l'absence ou la faiblesse des forces armées dans le département, l'existence de liens étroits entre la campagne et les bourgs, l'engagement des leaders locaux. Parmi les secondes, la nouveauté et la fragilité de la percée du républicanisme rural, l'imprégnation de ce dernier par le bonapartisme, l'impact de la répression antérieure au coup d'Etat, la cohésion des notables du parti de l'ordre, l'absence d'organisations secrètes, le légalisme des opposants...

Mouchards et rumeurs

"Au temps des sociétés secrètes : le rôle des mouchards et des rumeurs en Ardèche dans la Deuxième République" est traité par John Merriman (Yale university).

Il écrit entre autres que : "En automne, 1851, le gouvernement de Louis Napoléon Bonaparte, en train d'essayer de détruire la République par une répression policière très imposante et, dans certains départements, très efficace, pense que les sociétés secrètes s'implantent en Ardèche, surtout en Bas-Vivarais. Pour vérifier, ils envoient trois mouchards, un pour chaque arrondissement. Ils arrivent à un moment quand les "on-dit", les rumeurs, les bruits, sont répandus un peu partout. Ce papier, tiré des fonds très riches qui existent aux Archives Départementales de l'Ardèche, étudie les liens entre ces mouchards et les rumeurs, qui ont fortement influencé l'image de l'autre, dans la lutte entre Montagnards et l'état dans les derniers mois de la République bonapartiste".

La tradition rouge

Michel Pigenet (université de Paris 1) évoque, "Aux origines d'une tradition rouge : les campagnes du Cher sous la Seconde République".

Selon lui : "Dans le département du Cher aussi, la période 1848-1852 fut celle d'un formidable désenclavement des consciences tandis que la question sociale émergeait avec une vigueur exceptionnelle. La communication se propose d'examiner comment la tradition rouge, égalitaire et républicaine, s'enracine durablement dans le petit peuple des campagnes à la jonction d'aspirations libérées ou révélées et d'un discours d'origine extérieure

apte à leur donner une expression cohérente, généraliste, en un mot politique".

Idées républicaines

Quant à la communication de Claude Latta (Montbrisson) elle se propose d'étudier : "Comment les idées républicaines se sont établies dans un département rural du Massif Central sous la Seconde République : avec quels hommes et quels journaux ? dans quelles batailles électorales ? Pourquoi les paysans ont-ils accordé leurs suffrages aux candidats de la "Montagne" ? Quelle a été la tradition républicaine ainsi fondée ?"

Il se propose plus particulièrement de "mettre en lumière : le rôle du suffrage universel dans cette conquête de la paysannerie corrézienne par la République ; les corrélations qui existent entre petite propriété et métayage d'une part et République sociale d'autre part ; les fidélités quarante-huitardes, symbolisées par le monument de Bourzat, à Brive, établi sous la III^{ème} République".

Suffrage universel

Philippe Boutry (université de Paris 12) s'interroge sur : "Une acculturation politique à droite ? Les conservateurs et l'apprentissage du suffrage universel dans le département de l'Ain (1848-1851)".

Il écrit, à partir d'une citation de Guizot : "Le principe du suffrage universel est en soi-même si absurde qu'aucun de ses partisans même n'ose l'accepter et le soutenir tout entier. Il n'y a pas de jour pour le suffrage universel. Il n'y a pas de jour où toutes les créatures humaines, quelles qu'elles soient, puissent être appelées à exercer des droits politiques", à Garnier-Pagès dans sa célèbre apostrophe du 26 mars 1847. Un an plus tard à peine, le 2 mars 1848, le gouvernement provisoire de la République proclame le principe du suffrage universel masculin.

Revendication de l'aile la plus radicale du mouvement démocratique durant la monarchie de juillet, tardivement insérée dans le programme politique de la "campagne des banquets", le suffrage universel s'impose aussitôt et sans retour possible (malgré la loi restrictive du 31 mai 1850, que balaira le coup d'Etat du 2 décembre 1851) comme le principe de toute souveraineté politique. Aussi sa mise en œuvre dans le cours de la Seconde République détermine-t-elle un vaste et complexe processus d'acculturation politique, selon deux modalités distinctes que les travaux de M. Agulhon et R. Huard ont nette-

ment mises en évidence : "les démocrates sont les hommes de l'organisation (structure virtuellement égalitaire, horizontale en quelque sorte), les conservateurs sont les hommes de l'influence (structure de relation verticale)". Pour ces derniers, quelles qu'en soit l'orientation (légitimistes, orléanistes, "impérialistes"), le chemin à parcourir pour maîtriser la nouvelle culture politique démocratique et ses modalités électorales était à l'évidence plus long et plus ardu. Ils n'en sont pas moins parvenus, malgré leur impréparation et leurs répugnances, à favoriser les modérés aux élections législatives du 23 avril 1848 puis à faire triompher Louis-Napoléon Bonaparte aux élections présidentielles du 10 décembre et le "parti de l'Ordre" aux élections législatives du 13 mai 1849.

Bernard Vandepas

(1) Notre communication lors du colloque s'intitulait : "Les campagnes cantaliennes, mars 1848-mai 1849 : formalisme politique ou adhésion républicaine ?".

(2) Par exemple le 28 février à Mauriac et Pleaux, le 29 à Saint-Flour, le 6 mars à Chaudes-Aygues et Sainte-Eulalie.

(3) A.D.C. 5 E / 755, registre des délibérations du Conseil Municipal 12 mars 1848.

(4) Lors du changement de régime de 1830, 68 maires et adjoints de communes rurales sont destitués, ou, par fidélité au régime, démissionnent. Le printemps 1848 ne connaît que des révocations.

(5) A.D.C. 38 / M / 18 mars 1848.

(6) A.D.C. J2, Courrier du Cantal, le 12 mars 1848.

(7) A.D.C. J2, Courrier du Cantal, les 9 et 18 mars 1848.

(8) Pour la France le chiffre est de 83,69 %.

(9) Les sondages effectués sur les listes électorales émargées montrent la réalité de cette analyse. A Bredon par exemple l'abstention des électeurs sédentaires n'est que de 23 % alors qu'elle atteint 66 % pour les migrants.

(10) R. Huard, "Le suffrage universel en France. 1848-1946", éd. Aubier, 1991, p. 44.

(11) A.D.C. J2, Courrier du Cantal, le 8 avril 1848.

(12) A.N. F / 7 / 2585-2586.

(13) A.D.C., Courrier du Cantal, le 16 décembre 1848.

(14) Les chiffres de l'abstention dans le Cantal et de la France sont de 41 % et de 24,9 %. Exemple : à Peyrusse le nombre de votants ne cesse de décliner : 69 % aux législatives d'avril, 62 % aux municipales et seulement 47 % aux présidentielles. L'émigration et un désintérêt progressif semblent l'expliquer.

(15) Le taux de votants en France est de 68 %.

(16) Si le total des voix montagnardes parmi les 10 candidats ayant le plus de suffrages dépasse les 50 000, celui des candidats conservateurs atteint 75 000.

(17) M. Agulhon, "1848 ou l'apprentissage de la République (1848-1852)", Edition Point Seuil, 1973, p. 92.

(18) A.M. Aurillac, I / D / 1, registre des arrêtés du maire n° 423.

(19) A.N. BB / 30 / 365, Courrier du procureur général de la cour de Riom au ministre de l'Intérieur 16 juin 1848.

(20) Voir Bernard Vandepas, thèse "Le Cantal de l'Ancien Régime à la fin de la Seconde République. Etude politique, économique et sociale." Paris X Nanterre, sous la direction de Ph. Vigier et R. Hubscher, tome II, carte p. 462.

Les actes du colloque "Fidélité Républicaine et Monde Rural 1848-1851" (collection Mémoires n° 7) sous la direction de Bernard Vandepas sont publiés par la Société Haute-Auvergne (Archives départementales) rue du 139^{ème} R.I. 15012 Aurillac. Les commandes sont à expédier à cette adresse au prix de 30 euros chèque joint.